

LE LIVRE DU JOUR

Déclin ou malaise français ?

Gérard Mermet fait-il partie des « déclinologues », raillés par Dominique de Villepin, lors de ses vœux à la presse ? Son dernier ouvrage, *Révolution !, sous-titré Pour en finir avec les illusions françaises*, peut en effet passer pour l'énième livre qui se propose de disséquer ce fameux « mal » qui ronge actuellement notre pays. Mais s'il juge que notre « modèle » ne fonctionne plus, ce n'est pas pour ajouter au pessimisme ambiant, mais au contraire pour faire prendre conscience qu'il est grand temps de réagir.

Le sociologue, auteur de l'ouvrage bienal *Francoscopie* (Larousse), analyse froidement, statistiques à l'appui, l'état des forces et des faiblesses du pays, dont il tire un certain nombre d'enseignements. D'abord, l'auteur note un sensible décalage entre la situation réelle des Français et le sentiment qu'ils en ont : « *les Français ont souvent plus peur qu'ils n'ont mal* », note-t-il. Les inégalités ou la pauvreté seraient par exemple moins apparentes que certains veulent bien le dire. Pour lui, l'inquiétude et le pessimisme qui règnent actuellement sont beaucoup plus symptomatiques d'un malaise que des signes objectifs d'un prétendu déclin.

La situation actuelle est marquée par un paradoxe saisissant : alors qu'il est de bon ton de gloser sur le décrochage de la France par rapport à ses principaux concurrents ou sur le recul de son influence dans le monde, les Français, lorsqu'on les interroge à titre personnel, se disent plutôt heureux. Pourquoi ce décalage ? « *Parce que l'environnement général est menaçant et que l'on n'a pas de prise sur lui, chacun se sent, par contraste, satisfait d'un univers personnel qu'il peut davantage maîtriser* », répond le sociologue. Dou coup, dans un contexte de mondialisation, les Français ont tendance à se replier sur la sphère familiale, tribale ou communautaire, quitte à regarder évoluer le reste du monde en spectateur, en attendant des jours meilleurs.

Révolution !
de Gérard Mermet
Editions Louis Audibert,
276 pages, 18 €

Le problème, c'est que la situation n'a rien de conjoncturel ni de passager. Elle est le fruit des bouleversements qu'a connus le pays au cours des trente dernières années. Certes, toutes les sociétés occidentales ont connu peu ou prou les mêmes évolutions démographiques, technologiques ou économiques. Mais notre pays s'est plutôt moins bien adapté que les autres à ces ruptures. Et l'auteur de fustiger les « exceptions » - culturelles ou pas - ou le « génie français », brandi à tout bout de champs pour s'opposer au changement. Il ne s'agit pas de nier les spécificités tricolores, insiste Gérard Mermet, mais la France doit savoir s'inspirer des pratiques qui ont fait leurs preuves ailleurs, au lieu de croire qu'on peut « *avoir toujours raison sur tous les sujets et contre tous les pays* ».

En fait, Gérard Mermet est convaincu que le « modèle français » est une illusion. Difficile de lui donner tort lorsqu'on observe que le « modèle social » n'empêche pas la France de connaître l'un des taux de chômage les plus élevés d'Europe ou que le « modèle éducatif », ne parvient plus à réduire les inégalités et à promouvoir l'intégration. Quant au « modèle sanitaire », même s'il permet une couverture médicale unique, il est en même temps le plus coûteux du monde. « *Le système produit des résultats inverses de ceux recherchés : il engendre un fort sentiment d'inégalité, d'insécurité, d'injustice, de mécontentement* », résume l'auteur, qui estime que « *le drame actuel de la France est de n'avoir pas compris que réussite économique et progrès social ne sont pas des objectifs contradictoires* ».

Pour lui, le temps est venu d'un sursaut national, car il y a urgence. Vu l'état pré-révolutionnaire du pays, la France, estime-t-il, a intérêt à saisir la chance démocratique de l'élection présidentielle de 2007 pour s'inventer un projet collectif et repartir de l'avant. Pour quel programme et pour quel candidat ? a-t-on envie de demander à Gérard Mermet. « *Les solutions existent ; elles ont été mises en place ailleurs et il n'est pas nécessaire de les réinventer, même s'il faut les trier et les adapter*. » Le candidat chargé de les appliquer, lui, sera plus difficile à trouver.

STÉPHANE LAUER

Prendre l'ascendant sur le Hamas

Après les élections, les islamistes palestiniens deviendront incontournables. L'UE tient peut-être la parade

ROBERT MALLEY

Diplomate

Que faire du Hamas ? Evoquée en coulisse depuis des années, la question désormais est sur toutes les lèvres et de toutes les discussions. Le 25 janvier, à l'occasion des élections palestiniennes, l'organisation islamiste fera son entrée au Parlement. Et de quelle manière : jouissant d'une popularité sans précédent, surfant sur une vague d'élections municipales triomphales, mieux organisée et davantage mobilisée que son concurrent nationaliste, le Fatah, elle est en passe de conquérir un nombre impressionnant de sièges et, sait-on jamais ?, participer au prochain gouvernement. Jusqu'à présent, l'Europe a choisi de ne pas choisir, divisée entre ses membres et préférant le flou à la clarté. Désormais, il va falloir trancher.

L'ambiguïté européenne se comprend. Organisation terroriste, le Hamas est également un mouvement en lequel se reconnaît une partie importante du peuple palestinien. Groupe armé, il dispose aussi d'une vaste infrastructure sociale et caritative. Bien qu'il soit opposé à la stratégie de Mahmoud Abbas, sa coopération est en même temps considérée comme indispensable par le président palestinien. Ennemi juré de l'Etat d'Israël, dont il rejette l'existence, il a pourtant mieux que d'autres - et bien mieux que le Fatah en particulier - adhéré au cessez-le-feu palestinien. Confus, on le serait à moins.

S'en est ensuivie une approche équivoque et fluctuante. Banni en tant qu'organisation terroriste, le Hamas ne peut recevoir d'assistance financière européenne, mais les municipalités aux mains des islamistes continuent de bénéficier dans certaines circonstances d'une aide limitée et

indirecte. Des rencontres avec des officiels locaux ont lieu, mais afin de discuter de problèmes d'ordre strictement technique. Avec l'ensemble du quartet (composé également des Etats-Unis, des Nations unies et de la Russie), l'Union européenne aura simultanément et confusément pris position contre la participation de groupes armés aux élections palestiniennes, pour leur déroulement, et contre les efforts israéliens visant à empêcher le Hamas de concourir. Enfin, des discours plus rassurants ont succédé aux menaces de suspendre toute aide à l'Autorité palestinienne si des membres du Hamas s'y joignent.

Cacophonie aux conséquences prévisibles : illisibilité de la politique européenne ; hostilité accrue de la population palestinienne à l'égard de l'Occident ; coupure de l'Europe d'une frange significative de la communauté locale ; mise en cause de projets humanitaires ; sans compter - comble du paradoxe - le renforcement du Hamas à la faveur d'un réflexe nationaliste qui refuse de se voir dicter ses choix démocratiques. Pis, en s'abstenant de véritable stratégie cohérente à l'égard des islamistes, l'Europe s'est privée des moyens d'influer sur leur évolution ou d'exiger des contreparties à leur intégration institutionnelle. Au total, le Fatah est affaibli, le Hamas renforcé, et les islamistes sont libres de participer aux élections sans la moindre concession politique de leur part.

Il n'est pas question, bien sûr, de retirer le Hamas de la liste terroriste, encore moins d'engager un dialogue de haut

niveau avec lui. Pour cela, il faudrait qu'il répudie les attaques contre les civils et renonce à s'opposer à une solution bâtie autour de la coexistence de deux Etats souverains. Mais en attendant, il y a tout intérêt à mettre en œuvre une politique d'engagement graduelle et conditionnelle, exploitant sa soif de reconnaissance internationale afin de peser sur ses orientations, l'encourageant à se préoccuper de la gestion quotidienne et, surtout, cherchant à lui démontrer les avantages qu'offre la voie politique par rapport à celle de l'action armée.

Pratiquement, cela implique une approche à plusieurs volets. En échange d'une reconduction par le Hamas du cessez-le-feu, l'Union européenne encouragerait contacts réguliers et relations normales avec les municipalités sous contrôle islamiste. En échange d'une séparation organique et vérifiable entre le Hamas et le parti Réforme et Changement, son expression parlementaire, ainsi que d'un engagement dudit parti à s'en tenir à des moyens légaux, l'Union européenne entamerait des relations avec lui. Au lieu d'annoncer le boycott automatique de l'Autorité palestinienne dans le cas où s'y joindrait le Hamas, l'Europe signifierait clairement dans ce cas que toute reprise de la violence par l'organisation enclencherait non seulement la suspension de l'aide financière, mais également des contacts, que ce soit au niveau local ou national, avec le Hamas ou le parti. Quant au dialogue officiel avec le Hamas, il ne surviendrait, on l'a vu, qu'après des changements d'orientation d'une tout autre nature.

Le pari de l'aggiornamento islamiste est un pari risqué, et rien moins que sûr.

Malgré ses récents succès municipaux et sa participation électorale, le Hamas garde un pied - ô combien ferme - dans le camp militaire. Malgré la discipline dont il fait preuve, il reste en proie à de multiples pressions internes et externes qui le poussent à renouveler ses attaques. Nul ne peut exclure qu'il cherche tout bonnement un répit après les redoutables assassinats ciblés israéliens qui lui ont ôté son leadership historique. Mais on aurait tort d'ignorer les signes plus prometteurs : l'efficacité de sa gestion municipale ; la coopération

« En cas de reprise de la violence, l'Europe suspendrait contacts et aide financière »

dination avec les Israéliens au niveau local ; le respect de la trêve que lui reconnaissent même les responsables israéliens ; et les déclarations, épisodiques et contradictoires il est vrai, sur l'éventualité de négociations avec Israël, la modification de la charte du Hamas ou la possibilité d'un accord intérimaire à long terme sur la base des frontières de 1967.

Mouvement aux racines anciennes et au regard lointain, le Hamas n'est guère coutumier des bouleversements soudains ou radicaux, et on aurait tort de parier dessus. En revanche, toutes les raisons incitent à le pousser - avec prudence et lucidité - dans l'arène politique et institutionnelle, l'obliger à prendre ses responsabilités, et accroître d'autant le prix qu'il paierait pour un prolongement du chaos ou une escalade de violence. Cela contribuera peut-être - c'est en tout cas la gageure de Mahmoud Abbas - à stabiliser un monde palestinien en plein désarroi, morcelé, délité, en proie aux luttes de clans et de gangs, dépourvu de vision ou de cohérence nationale et dont seule la coopération de toutes les composantes politiques permettra la refondation.

Bien sûr, tout cela n'est au mieux qu'un pis-aller. Avec un véritable processus diplomatique, une intervention internationale plus musclée et exigeante, et l'espoir tangible d'un règlement du conflit, on n'évoquerait sans doute aujourd'hui ni décomposition de l'Autorité ni dynamisme du Hamas. Les torts sont partagés, l'addition essentiellement palestinienne. A défaut de paix entre deux peuples en guerre, peut-être parviendra-t-on à apaiser une population en crise. Cela exigera d'en passer par l'amère pilule islamiste. Mais a-t-on encore véritablement le choix ? ■

Robert Malley, ancien conseiller du président Bill Clinton pour les affaires israélo-arabes, est actuellement chargé du programme Moyen-Orient à l'International Crisis Group.

LA « CLÔTURE » DE SÉCURITÉ par Maja



Déserts, poussières et migrations

Les Nations unies ont fait de 2006 l'année de la désertification. Deux milliards d'hommes sont menacés

Chaque année, le Sahara injecte près d'un milliard de tonnes de poussières dans l'atmosphère. Plus de 100 millions de tonnes de ces poussières prennent la direction de l'Europe. Beaucoup d'entre elles se perdent dans la Méditerranée avant d'atteindre le Vieux Continent. D'autres retombent au gré des pluies et recouvrent périodiquement nos véhicules. Elles constituent un véritable problème de santé publique dans le sud de l'Europe, comme en Espagne, car l'importante concentration de ces fines particules dégrade la qualité de l'air que nous respirons. Certes, ce phénomène a toujours existé. Mais il a très fortement augmenté depuis les années 1980, depuis que les zones péri-désertiques sont sujettes aux

processus de plus en plus pressants de désertification. La végétation ayant disparu sur des centaines de millions d'hectares, de nouveaux sols ont été emportés par le vent.

Mais ces sols dégradés ne libèrent pas que des poussières. Ils voient aussi partir des êtres humains qui, par la force des choses, deviennent des réfugiés environnementaux et migrent. Ils migrent vers d'autres lieux, poussés par une pulsion de survie. Ils gonflent les villes en lisière des zones arides jusqu'à l'éclatement ou migrent vers le nord « *où les rues sont pavées d'or* ». Certains tentent à tout prix de pénétrer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, d'autres s'essayent à la traversée maritime. Et beaucoup de ces derniers rejoignent,

PIERRE OZER

Géographe

comme les poussières africaines, les abysses de la Méditerranée sans jamais atteindre l'Europe.

Dans l'urgence, une partie de ces déracinés candidats à l'immigration ont été déportés dans le désert. On pourrait imaginer qu'ils y font des paris avec les poussières pour savoir qui arrivera en premier en Europe. Car, pendant ce temps, la communauté internationale ne se mobilise que du bout des lèvres dans sa lutte contre la désertification et ce cancer environnemental continue inlassablement ses ravages, avec son lot de victimes. Et selon les Nations unies, ce sont

près de 60 millions de personnes qui quitteront les zones arides subsahariennes, sujettes aux processus de désertification pour tenter d'accoster en Europe d'ici à 2020.

Cette année a été déclarée « Année internationale des déserts et de la désertification » par les Nations unies. C'est peut-être le moment de réfléchir sur les causes et les conséquences de cette dégradation environnementale. Poussières et humains qui se déplacent doivent être pour nous le symptôme d'une interdépendance qui nous lie à ces deux milliards d'individus menacés par la désertification sur notre planète. ■

Pierre Ozer est enseignant en sciences de l'environnement à l'Université de Liège, en Belgique.